

# L'historiographie des banques et de la place financière suisses aux 19e-20e siècles

Autor(en): **Guex, Sébastien / Mazbouri, Malik**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire**

Band (Jahr): **17 (2010)**

Heft 1: **Wirtschaftsgeschichte in der Schweiz : eine historiographische Skizze = L'histoire économique en Suisse : une esquisse historiographique**

PDF erstellt am: **21.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-306555>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

---

# L'historiographie des banques et de la place financière suisses aux 19e–20e siècles<sup>1</sup>

Sébastien Guex, Malik Mazbouri

Les banques et la place financière helvétiques appartiennent, aujourd'hui encore, aux parents pauvres de l'historiographie suisse, à telle enseigne que, depuis près d'un demi-siècle, chercheurs et historiens suisses s'accordent à reconnaître et à déplorer une véritable disette historiographique dans ce domaine (Ritzmann 1973: 5; Bergier 1984: 301; Cassis 1993: 9; Jung 2000a: 11). Non que la production imprimée portant de près ou de loin sur ce sujet soit inexistante, tout au contraire; on pourrait même parler, pour le 20e siècle, de périodes d'inflations éditoriales, qui sont également des phases de grande expansion bancaire: les années 1920 assurément, les années 1960–1970 sans doute, et, plus près de nous, les années 1990 sont marquées par une multiplication des titres relatifs au monde financier suisse. Mais dans cette profusion, bien peu de publications historiques au regard de la masse des ouvrages d'économie et de droit qui n'ont pas vocation directe à enrichir l'historiographie du sujet. Alors que l'importance des banques et de la place financière helvétiques ne fait aucun doute, tout se passe comme si l'histoire, en tant que démarche réflexive sur le passé, peinait à faire son lit dans ce domaine pourtant essentiel de la vie économique, sociale, politique et culturelle de la Suisse contemporaine.

Lorsqu'ils cherchent à comprendre ce paradoxe, les historiens helvétiques insistent à juste titre sur l'extraordinaire difficulté, en Suisse, d'accéder aux archives des établissements financiers privés. Certes, nulle banque, qu'elle soit suisse ou non, n'ouvre volontiers ses fonds documentaires à la recherche indépendante (Feldman/Fase/Pohl 1995); partout, ou presque, celle-ci se voit entravée par la politique du *non possumus* de celles-là, tant il est vrai que les métiers de l'argent recherchent la confidentialité: «En bouche close n'entre mouche» assurait, il y a cinq siècles déjà, le financier Jacques Cœur (Jeanneney 1984). Cela étant, les banques helvétiques ont quelque raison particulière de se montrer restrictives en la matière, plus restrictives assurément que leurs concurrentes étrangères. La position spécifique qu'a conquise la place financière suisse comme gestionnaire de la fortune *offshore* mondiale, le fait qu'une partie substantielle des fonds ainsi gérés échappe au fisc de leurs pays d'origine, expliquent assez que, depuis près

d'un siècle, les banquiers helvétiques aient élevé la discrétion au rang de vertu cardinale. Arguments promotionnels auprès de la clientèle, marques distinctives du *made in Switzerland* dans le domaine des services financiers, secret et confidentialité ne font pas bon ménage avec le progrès de la recherche historique – et d'autant moins qu'ils sont devenus l'objet, au fil du temps, d'une sorte de culte national (Perrenoud 2003a). A cet égard, la proposition toute récente d'inscrire le secret bancaire dans la Constitution suisse, c'est-à-dire d'en faire une valeur suprême de l'Etat fédéral, participe pleinement des affinités électives nouées de longue date entre la culture politique et le système financier du pays (Jost 1997) et ne laisse guère présager d'une attitude plus libérale en matière d'ouverture documentaire.

Toujours est-il que les difficultés d'accès aux archives des instituts privés n'expliquent pas, à elles seules, le sous-développement de l'historiographie bancaire suisse, qui renvoie également au manque d'intérêt des historiens suisses pour ce domaine de recherche. Car, après tout, il existe un volumineux matériel accessible, à commencer par les archives de la Banque nationale suisse (BNS) ou celles de la Confédération et des cantons, qui permettrait d'élaborer une histoire de qualité de la finance helvétique. On n'interrogera pas ici les causes, multiples, de cette réserve historiennne. Sans doute renvoie-t-elle, pour partie, à un combinat de méfiance vis-à-vis d'une histoire plus qu'ailleurs captée par les banquiers eux-mêmes, et d'hésitation à revisiter une *success-story* longtemps lénifiante et amnésique qui s'est d'autant mieux imposée qu'elle puisait aux sources de la mythographie officielle du petit pays neutre sans ressources naturelles et sans prise sur le monde.

Le présent article postule qu'en dépit de ces obstacles une histoire critique et scientifique des banques et de la place financière suisse est à la fois possible et nécessaire. Certes, sur le plan quantitatif, on le verra, le bilan bibliométrique de ces 30 dernières années (L'historiographie bancaire suisse en chiffres: bilan quantitatif de 1970–2005) confirme qu'il y a encore loin de la coupe aux lèvres. Toutefois, aussi inégale et insuffisante qu'elle soit, l'historiographie du sujet existe et reste exploitable (Situation de l'historiographie: portrait qualitatif), tandis que certaines avancées qualitatives sont à enregistrer et que nombre de champs de recherches attendent encore leurs historiennes et historiens (Avancées, carences et perspectives de la recherche).



## L'historiographie bancaire suisse en chiffres: bilan quantitatif, 1970–2005

La Bibliothèque nationale suisse édite chaque année un instrument bibliographique précieux, la *Bibliographie de l'histoire suisse*, qui recense de manière pratiquement exhaustive les travaux – ouvrages et articles – concernant n'importe quel aspect de l'histoire helvétique, toutes périodes confondues, qui ont été publiés, en Suisse ou à l'étranger. D'autre part, la *Société Suisse d'Histoire* fait paraître, chaque année également, une liste intitulée *Thèses, mémoires de licence et de diplômes présentés ou en cours aux instituts d'histoire des Universités suisses*, qui recense de façon presque complète les thèses de doctorat ainsi que les mémoires de licence ou de master réalisés en histoire en Suisse. La plupart de ces études ne font pas, elles, l'objet d'une publication. Grâce à ces deux outils, il est donc possible d'établir un inventaire comprenant la quasi totalité des études concernant l'histoire suisse, qu'elles soient de nature académique ou non et publiées ou non.

Un dépouillement systématique de ces deux outils bibliographiques, depuis 1970, a été accompli. Ont été prises en comptes toutes les recherches regardant tel ou tel aspect de l'histoire de ce qu'on peut appeler le secteur financier suisse, et cela du 18e au 20e siècle. Autrement dit, le recensement ne s'est pas limité aux banques mais a aussi inclus tout ce qui concerne les sociétés d'assurances, les Bourses, les compagnies de commerce international, les sociétés fiduciaires, et caetera, ainsi que les relations financières internationales de la Suisse. Ce recensement se distingue donc par deux caractéristiques:

1. Il est large, voire très large, et cela pour trois raisons. D'abord, il a donné au concept de bibliographie bancaire une extension considérable, de telle sorte que la bibliographie établie est bien davantage, en fait, celle du secteur financier suisse dans son ensemble. Ensuite, il a compris maints travaux de droit et d'économie pour lesquels les questionnements historiques ne forment pas, et de loin, la substance du propos. Enfin, la période embrassée, trois siècles, est très longue.

2. Pour plusieurs raisons, notamment la part d'arbitraire liée au choix d'y faire figurer ou non certaines études, ce recensement ne peut prétendre ni à l'exhaustivité ni à l'exactitude. Nul doute, cependant, qu'il soit proche de ces deux valeurs et qu'il soit hautement significatif.

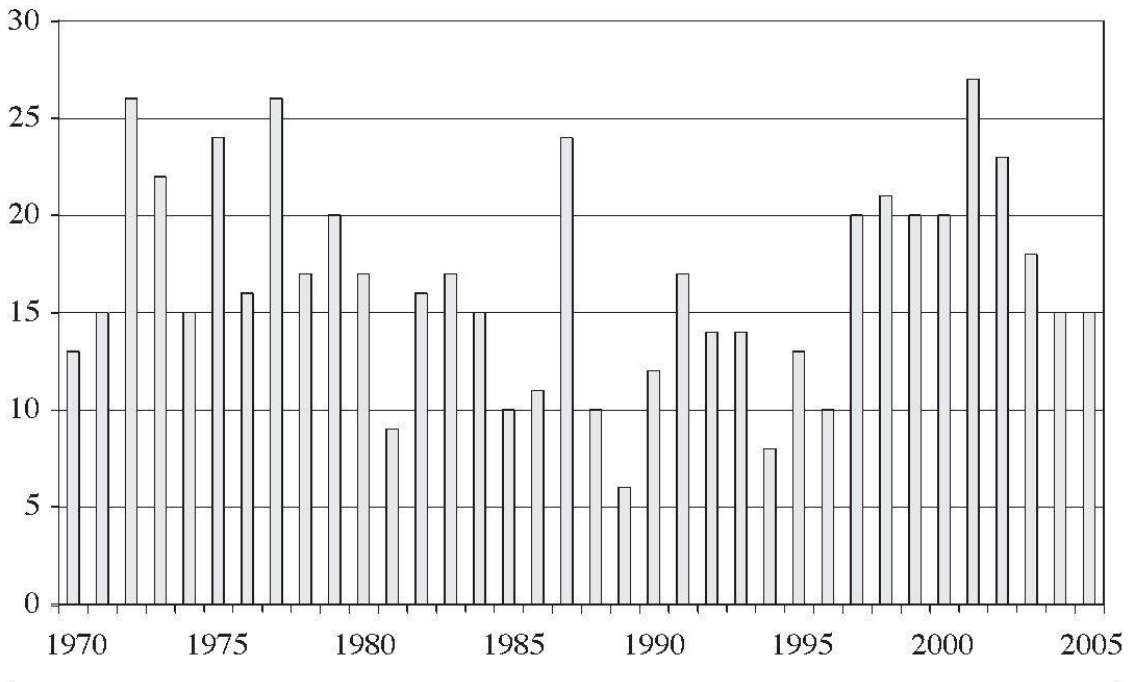
Entre 1970 et 2005, comme le montre la figure 1 (p. 206), l'histoire du secteur financier suisse a fait l'objet, au total, de 596 travaux, soit une moyenne d'un peu plus de 16 par an.

Le nombre de 596 travaux peut paraître élevé. Toutefois, il faut tenir compte que sur ce total, il en est la moitié dont la valeur scientifique est négligeable.



Fig. 1: *Nombre total de travaux (livres, articles, recherches universitaires non publiées) sur le secteur financier suisse, 1970–2005*

Nombre de travaux (total = 596)

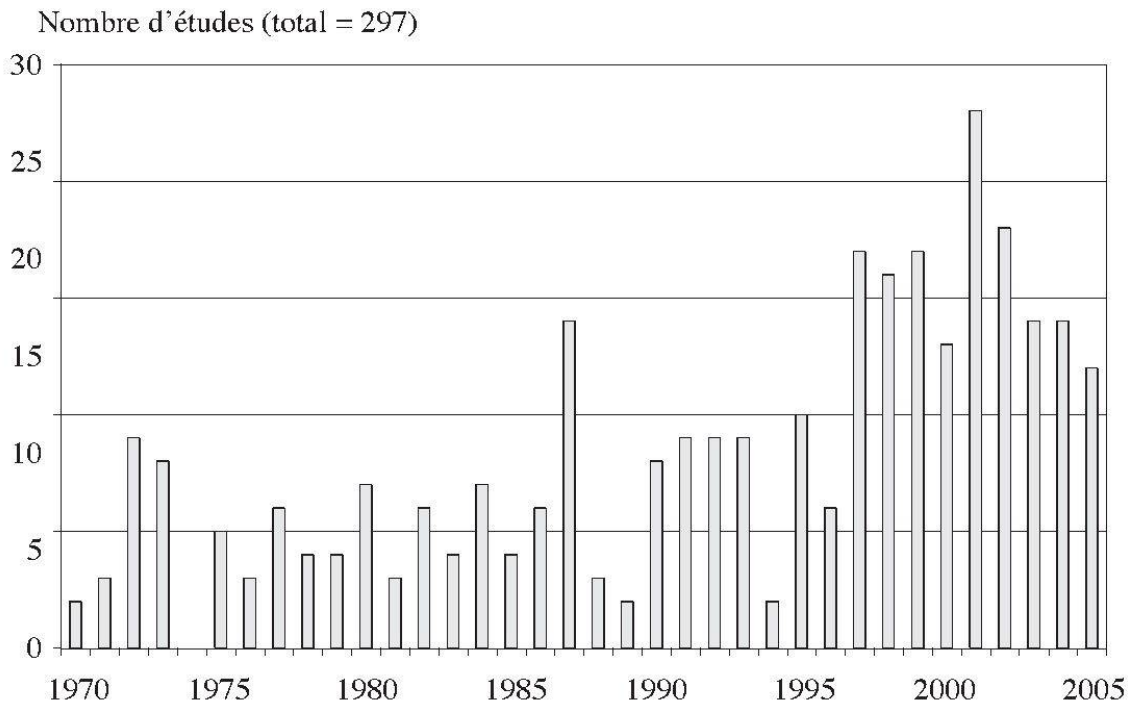


Source: Fig. 1–3 renvoient au tab. 1 (p. 210 s.), qui présente les données statistiques et leur provenance et explique les problèmes méthodologiques que la récolte de ces données a soulevés. Il n'a pas été possible d'aller au-delà de 2005 car la Bibliographie de l'histoire suisse relative aux années postérieures n'a pas encore été publiée.

Il s'agit de monographies jubilaires à tendance hagiographique patronnées par des instituts de taille, très souvent, faible voire minuscule, ou d'études qui se limitent à l'anecdote, ou encore qui utilisent de manière inadéquate les sources, la grande majorité cumulant les trois défauts. Toutes se caractérisent par l'extrême pauvreté ou l'absence de statistiques et d'appareil critique, pour ne pas parler d'appareil théorique.

Défaqué de ce type de publications, le nombre d'études de caractère scientifique consacrées, de près ou de loin, à l'histoire du secteur financier n'atteint plus qu'un total de 297 sur l'ensemble de la période considérée, soit la moyenne très basse de huit par an. La figure 2 fait cependant ressortir que la période 1970–2005 se divise en deux phases. De 1970 à 1996, les travaux de nature scientifique oscillent autour de cinq-six par année en moyenne. A partir de 1997, leur nombre augmente brusquement pour se situer autour d'un niveau trois fois supérieur au précédent, soit de 16 par an.

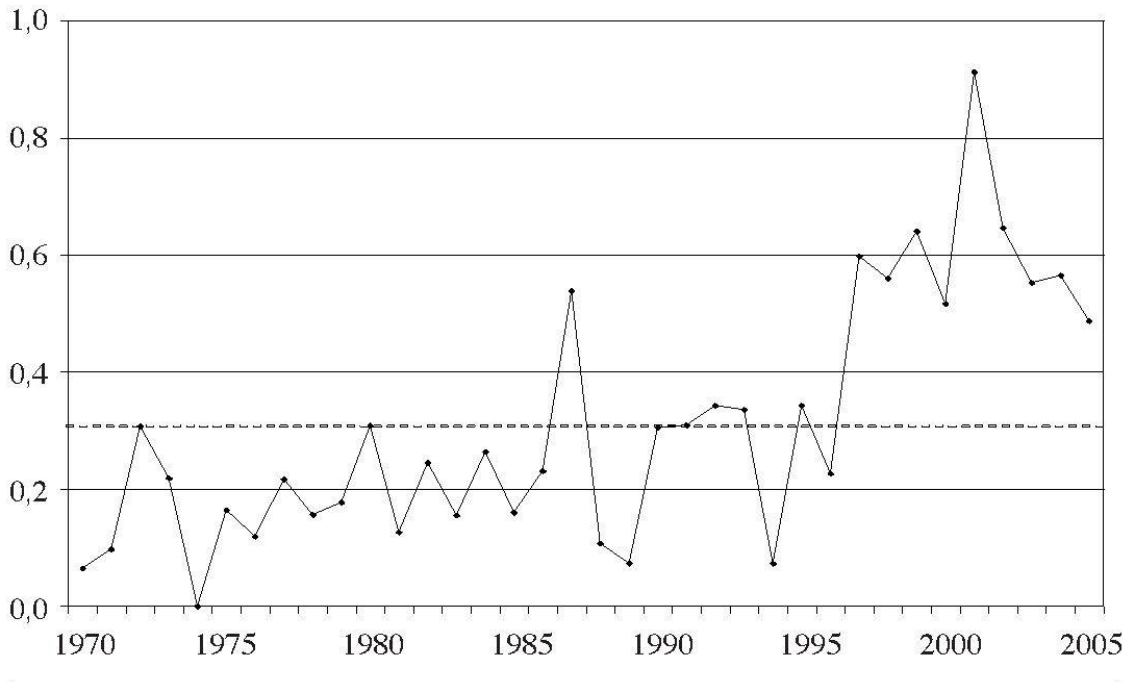
L'origine de cette brusque poussée n'est pas difficile à établir. A partir de la fin 1995-début 1996, la place financière suisse et les autorités fédérales ont été

Fig. 2: *Nombre d'études scientifiques sur le secteur financier suisse, 1970–2005*

soumises pendant plusieurs années à un feu roulant de critiques portant, d'une part, sur la manière dont les banques helvétiques ont traité les biens, appartenant essentiellement aux victimes juives du génocide, restés «en déshérence» après la Deuxième Guerre mondiale et, d'autre part, sur les transactions sur l'or que la Banque nationale suisse avait menées durant le second conflit mondial (Maissen 2005). Les reproches sont venus surtout de l'étranger, en particulier de différentes organisations juives américaines relayées par le Congrès et le Gouvernement américains. Ils ont eu un tel écho que le Conseil fédéral s'est trouvé obligé, en décembre 1996, de nommer une *Commission Indépendante d'Experts Suisse – Seconde Guerre Mondiale* (CIE), composée de neuf historiens et juristes et chargée de procéder, dans un délai de cinq ans, à un examen approfondi non seulement de l'attitude des banques mais, plus largement, de la politique et des relations économiques et financières de la Suisse durant la période nazie, c'est-à-dire du début des années 1930 au sortir de la Guerre. Aspect décisif, le Conseil fédéral a levé le secret des affaires et le secret bancaire pour cette Commission. Aussi les chercheurs employés par elle, mais

Fig. 3: *Proportion des études scientifiques sur le secteur financier suisse dans le total des travaux sur l'histoire suisse (en pourcent), 1970–2005*

Proportion (moyenne = 0,31%)



eux seulement, ont pu avoir accès aux archives des sociétés privées, à savoir des entreprises industrielles, des banques, des compagnies d'assurances et des autres institutions du même type.

C'est ce contexte effervescent qui explique la soudaine multiplication des travaux. La CIE y a largement contribué. Employant, au plus fort de son activité, 40 chercheuses et chercheurs, elle a publié à elle seule, essentiellement en 2001 et 2002, une bonne quinzaine d'études de qualité consacrées, directement ou indirectement, au secteur financier helvétique. Il faut cependant tempérer la satisfaction que l'évolution des dernières années pourrait engendrer car force est de constater que la récente poussée d'intérêt pour la finance suisse, s'il faut s'en féliciter, porte en très large partie sur l'une des phases les mieux connues déjà, celle de la Deuxième Guerre mondiale.

Mais revenons aux chiffres. La proportion des études scientifiques sur le secteur financier suisse dans le total des travaux sur l'histoire helvétique confirme le constat établi ci-dessus. Comme le montre la figure 3, sur l'ensemble de la période 1970–2005, seule une proportion infime des recherches consacrées à l'histoire suisse, 0,31 pour cent par an en moyenne, traite du secteur financier helvétique. Autrement dit, sur 1000 études d'histoire suisse, il en est trois par année qui regardent ce domaine et, dans cette proportion déjà minuscule, il a



été tenu compte, répétons-le, de maints travaux de droit et d'économie dont le questionnement historique est tout à fait secondaire.

La figure 3 valide également la constatation que les années 1970–2005 connaissent deux phases clairement distinctes. De 1970 à 1996, la proportion ne se situe qu'à 0,21 pour cent en moyenne par année, alors qu'elle augmente fortement pour atteindre une moyenne de 0,61 pour cent, soit un niveau trois fois supérieur, entre 1997 et 2005.

En conclusion, le bilan chiffré de la période 1970–2005 témoigne de ce que l'historiographie bancaire helvétique se caractérise par la disette et l'anémie. Il est difficile de dire si les graphiques 2 et 3 qu'on vient de voir peuvent nourrir un certain optimisme. Ils indiquent en effet que cette historiographie s'épaissit et se vivifie depuis la seconde moitié des années 1990, suite aux critiques internationales adressées aux milieux financiers helvétiques et aux autorités fédérales en raison de leur attitude durant la Deuxième Guerre mondiale. Il serait toutefois prématuré d'en déduire un mouvement durable puisqu'ils tendent aussi à indiquer un recul sensible à partir de 2002–2003.

### **Situation de l'historiographie: portrait qualitatif**

Sur le plan qualitatif, l'historiographie relative à l'histoire des banques suisses aux 19e et 20e siècles, se caractérise par une forte hétéronomie: abondance relative de titres certes, mais grande rareté, on l'a dit, des ouvrages articulant de véritables problématiques historiques. En fait, jusqu'aux années 1970–1980, cette «historiographie», dont les premiers linéaments prennent corps au début du siècle passé, se développe presque à l'écart des historiens; en forçant un peu le trait, on pourrait distinguer trois jalons majeurs dans l'évolution presque séculaire de ce corpus multiforme.

Premier jalon, la série de monographies bancaires publiées à l'occasion de l'Exposition nationale de 1914, à Berne. Avec elles se fixent, pour ainsi dire, les fondamentaux d'un genre qui dominera le gros de la production jusqu'au second après-guerre. Juristes et économistes, souvent influencés par l'École historique allemande, se partagent ce champ de recherches, que praticiens et banquiers investissent d'ailleurs en nombre. Peu hermétiques et très descriptifs, les travaux publiés alors offrent toutefois des qualités documentaires qui les rendent incontournables aujourd'hui encore. Deuxième jalon, la parution, en 1973, du livre de Ritzmann (Ritzmann 1973). Fort soucieux de l'histoire chez cet économiste, auquel on doit une des premières synthèses *problématisées* de l'histoire du développement bancaire suisse au 19e siècle et au début du 20e siècle. Mais moment de rupture aussi, puisqu'à partir des années 1960–1970, le gros de ce qui sort des facultés

Tab. 1: *Nombre d'études historiques sur le secteur financier suisse, 1970–2005*

Année	Etudes publiées sur le secteur financier suisse relevées dans la <i>Bibliographie de l'histoire suisse</i>	Thèses de doctorat et mémoires de licence terminés dans les universités suisses portant sur le secteur financier suisse	Nombre total des études, publiées et non publiées, sur le secteur financier suisse	Etudes, publiées et non publiées, de niveau scientifique sur le secteur financier suisse
	1	2	3	4
1970	13	–	13	2
1971	15	–	15	3
1972	26	–	26	9
1973	22	–	22	8
1974	15	–	15	0
1975	24	–	24	5
1976	16	–	16	3
1977	25	1	26	6
1978	17	0	17	4
1979	20	0	20	4
1980	17	0	17	7
1981	8	1	9	3
1982	16	0	16	6
1983	16	1	17	4
1984	14	1	15	7
1985	10	0	10	4
1986	10	1	11	6
1987	23	1	24	14
1988	9	1	10	3
1989	6	0	6	2
1990	9	0	9	5
1991	15	2	17	9
1992	13	1	14	9
1993	14	0	14	9
1994	7	1	8	2
1995	12	1	13	10
1996	9	1	10	6
1997	19	1	20	17
1998	19	2	21	16
1999	18	2	20	17
2000	19	1	20	13
2001	21	6	27	23
2002	21	2	23	18
2003	15	3	18	14
2004	11	4	15	14
2005	12	3	15	12

1 *Source*: Bibliothèque nationale suisse, *Bibliographie de l'histoire suisse*, Berne, 1970–2005.

2 *Source*: Société Suisse d'Histoire, *Thèses, mémoires de licence et de diplôme présentés ou en cours aux instituts d'histoire des Universités suisses*, Berne 1978–2005. Seuls les travaux terminés ont été recensés.

3 = 1 + 2.

4 Il s'agit du nombre figurant à la colonne 3 duquel nous avons retranché le nombre des études qui ne répondent pas aux critères de l'analyse scientifique (études jubilaires d'ordre anecdote-)

Etudes publiées portant sur l'histoire suisse relevées dans la <i>Bibliographie de l'histoire suisse</i>	Thèses de doctorat et mémoires de licence terminés dans les universités suisses portant sur l'histoire suisse	Nombre total des études, publiées et non publiées, portant sur l'histoire suisse	Part des études de niveau scientifique sur le secteur financier suisse dans le nombre total des études portant sur l'histoire suisse (en %)	Année
5	6	8	8	
2985	104	3089	0,06	1970
2985	108	3093	0,10	1971
2816	112	2928	0,31	1972
3550	116	3666	0,22	1973
2684	120	2804	0,00	1974
2924	124	3048	0,16	1975
2392	129	2521	0,12	1976
2626	141	2767	0,22	1977
2437	127	2564	0,16	1978
2124	139	2263	0,18	1979
2126	144	2270	0,31	1980
2228	149	2377	0,13	1981
2292	154	2446	0,25	1982
2423	160	2583	0,15	1983
2490	166	2656	0,26	1984
2326	172	2498	0,16	1985
2421	178	2599	0,23	1986
2416	184	2600	0,54	1987
2609	191	2800	0,11	1988
2534	198	2732	0,07	1989
2415	203	2618	0,31	1990
2707	207	2914	0,31	1991
2414	213	2627	0,34	1992
2463	222	2685	0,34	1993
2519	231	2750	0,07	1994
2678	240	2918	0,34	1995
2402	249	2651	0,23	1996
2585	259	2844	0,60	1997
2589	270	2859	0,56	1998
2376	281	2657	0,64	1999
2226	292	2518	0,52	2000
2221	299	2520	0,91	2001
2480	306	2786	0,65	2002
2277	259	2536	0,55	2003
2133	346	2479	0,56	2004
2144	320	2464	0,49	2005

tique et/ou hagiographique, travaux marqués par l'absence de données statistiques, d'appareil critique et/ou une utilisation inadéquate des sources, etc.).

5 *Source*: Cf. note 1.

6 *Source*: Cf. note 2. Pour les années 1970–1977, 1980–1989 et 1992–2000, il s'agit d'estimations basées sur les autres années.

7 = 5 + 6.

8 = 4 en % de 7.



de droit et d'économie, jusque-là principales pourvoyeuses des publications relatives à l'histoire bancaire, ne vient plus guère enrichir l'historiographie du sujet. Le troisième jalon inaugure l'entrée en scène des historiens sur ce champ de recherches. Préparée par quelques travaux pionniers (Bourgeois 1974; Luciri 1976; Arlettaz 1977), cette réappropriation tardive se confirme durant les années 1980 et 1990, la mise en place de la CIE, en 1996, contribuant pour beaucoup à enrichir l'historiographie financière et bancaire des années 1930, de la Seconde Guerre mondiale et de l'immédiat après-guerre. En revanche le 19<sup>e</sup> siècle, la Première Guerre mondiale et les années 1920 – pour ne rien dire de la seconde moitié du 20<sup>e</sup> siècle – restent largement moins arpentés par la recherche.

Hétéronomie donc, mais déséquilibres aussi: tributaires de ces pleins et de ces creux, plusieurs synthèses généralistes, par la force des choses provisoires et incomplètes, sont à signaler. Les travaux de Ritzmann et de Körner fournissent une esquisse du développement bancaire suisse au 19<sup>e</sup> siècle et au début du siècle suivant (Ritzmann 1964, 1973; Körner 1993). L'ouvrage de H. Bauer, ancien Directeur des Recherches Economiques à la Société de Banque Suisse et de W. J. Blackman, économiste, sans offrir des qualités comparables, peut constituer, pour le 19<sup>e</sup> siècle, un complément utile à ces approches (Bauer/Blackman 1998). Compte tenu de la pauvreté des titres disponibles sur le 19<sup>e</sup> siècle, retenons aussi la somme de A. Jöhr (1878–1953), alors Secrétaire général de la BNS; parue dans le cadre de la série monographique signalée plus haut, elle fournit un instrument de travail très informatif sur l'histoire bancaire suisse avant la centralisation de l'émission monétaire (Jöhr 1915). Dans le même sens, il vaut la peine de relever les travaux de J. Landmann (1877–1931), qui appartiennent aux premières descriptions du champ bancaire suisse envisagé en tant que système (Landmann 1910, 1916a, 1923, 1927). Plus près de nous, les articles de Y. Cassis, portant sur le 19<sup>e</sup> et le 20<sup>e</sup> siècle, élargissent la période chronologique abordée, sans toujours se départir de la superficialité inhérente à ce type de synthèse (Cassis 1990, 1995). Et c'est encore dans l'ouvrage de l'historien allemand K. E. Born, qui propose quelques chapitres relatifs à l'histoire bancaire et monétaire suisse des 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles, qu'on trouvera l'une des approches les plus éclairantes (Born 1977).

Eu égard au fractionnement du champ bancaire au 19<sup>e</sup> siècle, il n'est guère possible de parler de place financière suisse avant la fin des années 1890. En tant que tel, le concept ne se rencontre pas sous la plume des contemporains et n'entrera que tardivement dans l'usage lexical courant: vers les années 1960–1970 sans doute, à peu près au moment où ce centre financier international gagne un pouvoir de marché de niveau mondial. La littérature générale consacrée à ce thème abonde, mais rares sont les titres qui embrassent une quelconque dimension historique.

212 Leurs apports paraissent d'autant plus limités qu'il s'agit soit de purs travaux de

commande et de combat – comme celui de M. Iklé (1903–1999), ancien membre du Directoire de la BNS, dont les circonstances de la publication et le propos fournissent un exemple achevé d’histoire instrumentale (Iklé 1970, 1972) – soit d’ouvrages économiques ou juridiques parfois utiles, mais dont le contenu historique reste très ténu (Hess 1963; Speck 1974; Meyer 1975; Ungerer 1979; Christensen 1986; Braillard/Betcher 1988; Emmenegger 1992). La Banque Pictet de Genève a tâché d’innover à l’occasion de son bicentenaire en confiant à un historien confirmé le soin d’écrire une histoire des capitales financières internationales; cette compilation très illustrée manque toutefois son objectif en ce qui concerne l’histoire de la place financière suisse, sur laquelle on ne trouvera que quelques pages, parfois mal renseignées (Cassis 2005). L’historien américain Kindelberger, bien qu’il ait consacré quelques chapitres stimulants à la discussion du même sujet, s’est manifestement trouvé, s’agissant de la Suisse, confronté à la pauvreté des travaux helvétiques et des données quantitatives disponibles (Kindelberger 1978); tel fut également le problème rencontré avant lui par l’un de ses collègues d’outre-Atlantique, l’économiste Goldsmith (Goldsmith 1969).

Il est vrai que l’inexistence, avant 1984, d’estimation publiée de la balance des paiements en Suisse complique la tâche de l’historien. Rappelons, pour l’anecdote, que la BNS avait tenté, dans les années 1920 et 1930, de réunir les données nécessaires à la mise en place d’un tel instrument, mais que les banques refusèrent leur coopération, au nom du secret de la profession et parce qu’elles craignaient que ce genre d’informations n’attire l’attention du fisc étranger sur les transactions de capitaux effectuées en Suisse (Duttweiler 1983).

Comme l’a montré Landmann, la Suisse est un des plus vieux intermédiaires bancaires du continent et joue, depuis le 17<sup>e</sup> siècle au moins, un rôle de plaque tournante dans la circulation internationale des capitaux (Landmann 1916b; voir également Körner 1980 et 1991). Parce que la question fait alors débat parmi les contemporains, plusieurs travaux à caractère historique portant sur l’exportation des capitaux et le marché financier suisse ont été publiés durant l’entre-deux-guerres et le second conflit mondial. On pense, en particulier, aux classiques de Kellenberger (Kellenberger 1939, 1942a et 1942b) et de Bachmann (Bachmann 1930), dont la lecture reste incontournable, mais également à une série d’ouvrages moins connus (dont Läßle 1923; Stauffacher 1929; Meier 1931). Plus près de nous, les études de Bairoch, l’article fondamental de Perrenoud puis sa thèse, ainsi que les approches novatrices de Sancey, ont permis d’enrichir l’approche de cette problématique, que ce soit sur le plan de la statistique et de la destination des exportations de capitaux ou sur celui de leur importance dans l’évolution des relations internationales et de la politique intérieure de la Confédération helvétique (Bairoch 1984; Perrenoud 1988 et 2008; Sancey 1995, 1996, 2003).



Connexe à celle des exportations de capitaux, la question des importations de capitaux est essentielle. Devenue, à la faveur de deux guerres mondiales, un refuge politique, fiscal et monétaire pour les capitaux étrangers, la place financière suisse a non seulement pu renforcer son rôle en tant que plaque tournante de la circulation internationale des capitaux (à l'exemple, notamment des sociétés financières, voir *infra*) mais aussi s'imposer en principale gestionnaire mondiale de la fortune privée *offshore*. Sur ce dernier plan, le secret bancaire a, on le sait, constitué un atout fondamental (même si certains auteurs proches des banques, dont Vogler 2005, cherchent à en minimiser l'importance), au point que, dès les années 1920 au moins, sa défense a constitué une des composantes fortes, on y reviendra, de la politique extérieure de la Confédération (Farquet 2007 et 2009; Winiger 2007). Quant aux origines du secret bancaire, elles ont pu être éclaircies grâce à un certain nombre de travaux récents (dont Guex 1999a et 2000; Hug 2002) qui rompent avec la légende selon laquelle celui-ci aurait été introduit dans la loi en 1934 pour protéger la clientèle juive des banques suisses des persécutions nazies. Ajoutons que, très longtemps, à quelques exceptions près, l'historiographie bancaire suisse avait sous-estimé ou négligé l'importance de la gestion de fortune dans le développement du secteur financier helvétique, en particulier sur la première moitié du 20<sup>e</sup> siècle. Dans ce domaine, les chercheurs de la CIE ont fourni un apport inestimable (Perrenoud/Lopez et al. 2002) en publiant, pour la période 1910–1960, un certain nombre de données chiffrées internes aux banques suisses. Ces chiffres montrent que, dès le premier conflit mondial, les fonds administrés par les banques suisses au titre de la gestion de fortune ont atteint un volume gigantesque, conférant à la place financière helvétique une puissance très supérieure à celle que le simple examen des bilans bancaires laissait supposer.

L'histoire des Bourses et des places boursières suisses compte parmi les sujets les plus délaissés par la recherche. Sur Zurich et Bâle, on ne dispose, pour l'essentiel, que de trois travaux à caractère plus ou moins historique (Aschinger 1959; Bauer 1976; Schmidt/Meier 1977), d'ailleurs peu satisfaisants, à quoi il faut ajouter l'étude publiée par la CIE sur le commerce des papiers valeurs, qui contient des renseignements utiles sur l'activité de la Bourse de Zurich dans les années 1930 et 1940 (Lussy/Bonhage et al. 2001) et un article traitant de l'émergence internationale de la place financière zurichoise (Straumann 2006). Les historiens ont encore moins publié sur la place de Genève ou sur celle du Tessin. L'histoire de la première n'a plus guère fait l'objet, après 1950, que de quelques courts développements dans des ouvrages généralistes ou des monographies publiées par telle ou telle banque privée de la place, à quelques exceptions près (Mottet 1982; Bergier et al. 1984; Cuendet/Lescaze 1986, Piguët 1994; Chaponnière 1998; Keller 1998; Costa 2003; Cassis 2005). Quant à la seconde, son histoire et son



importance dans le système bancaire helvétique restent très mal documentées (voir cependant Cornaro 1969; Leoni 1975; Hauser 2001). Précisons qu'aucun des titres mentionnés jusqu'ici n'a développé une histoire comparée des différents centres financiers ou boursiers helvétiques, ni de leurs relations de concurrence – l'ouvrage de Lüscher-Burckhardt (Lüscher-Burckhardt 1914) n'ayant guère inspiré la recherche ultérieure et le collectif d'articles publiés il y a près de 20 ans sous la direction de Mottet tenant de l'accumulation de cas particuliers plutôt que de la synthèse raisonnée (Mottet 1986). On signalera, toutefois, un livre très récent sur la mise en place de la Bourse suisse pour les éclairages historiques qu'on y trouvera, en particulier sur les années 1970–1990 (Meier/Sigrist 2006).

La création de la BNS, en 1905, porte une fin tardive à un régime d'émission fiduciaire décentralisé (sur cet aspect Zimmermann 1987) et joue un rôle fondamental dans l'émergence de la place financière suisse. Les deux premières monographies publiées par cet établissement (Schneebeli 1937; BNS 1957) permettent de documenter certains éléments de l'histoire monétaire suisse antérieurs à la création de la BNS et la politique suivie par celle-ci sur son premier demi-siècle d'activités. On n'y trouvera pas, cependant, une véritable histoire du franc suisse, thème qui, sauf pour la période des années 1930, on y reviendra, reste passablement négligé (Blaum 1908; Weisskopf 1948; Schmid 1975). Malheureusement, les deux publications jubilaires suivantes (Föllmi 1982; BNS 2007) demeurent moins informatives, en particulier celle du centenaire, dont plusieurs des chapitres historiques ont pourtant été confiés à de grandes plumes de l'histoire économique internationale. A partir de la fin des années 1980, la BNS a ouvert ses archives à la recherche indépendante et plusieurs travaux significatifs ont pu être menés. Parmi ceux-ci on signalera deux thèses: l'une porte sur la politique monétaire et financière de la Confédération entre la fin du 19e siècle et le début des années 1920 (Guex 1993), l'autre, examine la politique monétaire conduite par la BNS de 1907–1929 (Ruoss 1992). Depuis l'article séminal d'Arlettaz (Arlettaz 1982), la politique monétaire de la banque centrale et le rôle joué par les banques helvétiques durant la profonde crise économique qui secoue la Suisse des années 1930 fait encore débat (Baumann/Halbeisen 2000; Tanner 2000; Guex 2003; Müller 2009; Bordo et al. 2006). Il en va de même de la question de la politique de l'or suivie par la BNS vis-à-vis du Troisième Reich, déjà abordée par Bourgeois au début des années 1970 (Bourgeois 1974). Elle donne lieu, à partir des années 1980, à une controverse grandissante qui culmine au cours des années 1990 (sur l'historique de ce débat et l'historiographie du sujet, voir Commission Indépendante d'Experts 2002).

On ne trouve guère d'ouvrages historiques sur les deux types d'institutions qui dominent le paysage bancaire suisse de la première moitié du 19e siècle, soit lesdites caisses d'épargne (appellation qui comprend alors l'ensemble des insti-

tutions récoltant des fonds d'épargne) et les banquiers privés. La thèse de Jenne sur les premières et les brochures de Burckhardt et de Bodmer sur les seconds sont à consulter, même si elles laisseront le lecteur moderne sur sa faim (Jenne 1915; Burckhardt 1914; Bodmer 1934). Entre autres questions, le rôle joué par certains banquiers privés dans la fondation des caisses d'épargne (Babel 1947; Ritzmann 1973; Körner 1993), dans le financement de l'industrie textile suisse (Bodmer 1960; Peyer 1969) ou encore la modernisation du champ bancaire helvétique (Mazbouri 2005) et son évolution au cours du 20<sup>e</sup> siècle, reste à établir. Dès avant la Première Guerre mondiale, le processus de concentration bancaire consomme le recul séculaire des banques locales, dont l'historiographie reste embryonnaire depuis la publication du livre de Wetter (Wetter 1914), alors que la myriade d'établissements disparus ou repris par la concurrence a sans doute laissé quelques fonds d'archives consultables.

Banques cantonales et Grandes banques, qui forment l'armature du paysage bancaire suisse au 20<sup>e</sup> siècle, sont évidemment mieux servies. Presque toutes les Banques cantonales ont publié leurs jubilés. Certaines ont également fait l'objet d'une étude particulière menée par des auteurs *extra-muros* (dont Leuenberger 1912; Lauchenauer 1956; Decurtins/Grossmann 1993; Perrenoud 1993; Froidevaux 2000). Mais une histoire d'ensemble manque, fors trois publications datant d'avant 1960 (Stampfli 1914; Oertli 1941; Pottmeyer 1958), un ouvrage déjà ancien relatif à leurs rapports de concurrence avec les grandes banques (Hartmann 1947), et un article historique portant sur leur développement jusqu'à la Première Guerre mondiale (Guex 1997). Leur rôle a pourtant été majeur, que ce soit dans la conformation historique de la place financière suisse, dans la diffusion d'un modèle bancaire présenté comme proche des besoins locaux ou encore, du moins jusqu'aux années 1990, comme frein à la domination des Grandes banques sur le marché intérieur.

Quant aux Grandes banques, devenues par le jeu des fusions opérées au 20<sup>e</sup> siècle les principales détentrices du patrimoine archivistique bancaire suisse, elles ont été en général aussi attentives à soustraire ce patrimoine aux chercheurs indépendants qu'à développer une sorte d'ego-histoire en multipliant les monographies maisons. L'une des plus anciennes et importantes d'entre elles, le Crédit Suisse de Zurich, a consenti un effort tout particulier à cet égard, que ce soit à l'occasion de son 50<sup>e</sup> anniversaire (Esslinger 1907), de son centième anniversaire (Jöhr 1956) ou encore de façon «intempestive» (Jung 2000a et 2001). Très informative dans ses pleins comme par ses creux, cette quadrilogie du récit de soi forte d'un bon millier de pages appellerait une analyse comparative fine du contexte dans lequel chacun des quatre volumes voit le jour, mais aussi de la manière différenciée dont, au fil du temps, cet institut a cru devoir comprendre et rapporter son passé. Ses principales concurrentes ont été moins prolixes, qu'il s'agisse de



la Société de Banque Suisse (Bauer 1972, Rogge/Unold 1997), de l'Union de Banques Suisses, peu portée à cet exercice (qu'elle bâcle du reste: Raff 1962) ou d'établissements disparus, tels que la Banque fédérale (*Eidgenössische Bank* 1914) ou le Comptoir d'escompte de Genève (Georg 1920; Seitz 1931). Comme pour les Banques cantonales, les études historiques d'ensemble manquent, à tel point que des ouvrages pour la plupart publiés avant les années 1950 font, là encore, office de référence obligée (voir, notamment, Linder 1927; Kurz/Bachmann 1928; Schneider 1951). La volumineuse et solide étude publiée par la CIE sur la place financière et les banques suisses à l'époque du national-socialisme apporte toutefois un matériel inédit et de grande qualité (Perrenoud/Lopez et al. 2002) démontrant, si besoin était, que les avancées de la recherche sont étroitement liées à la possibilité d'accéder aux archives des établissements concernés.

Parce que leur rôle international est apparu dès leur émergence aux observateurs contemporains et qu'il a été possible, par la suite, d'exploiter certains fonds d'archives, les Sociétés financières suscitent, depuis plus de 20 ans, des travaux historiques novateurs (Stoble 1974; Hertner 1986, 1987; Segreto 1986, 1987, 1992; Paquier 1993 et 1998; Steigmeier 1995). Mais il manque un ouvrage de référence sur la question, comparable, *mutatis mutandis*, aux études publiées en son temps par R. Liefmann (Liefmann 1920, 1931). En outre, ces sociétés ont surtout été traitées pour elles-mêmes, et, sauf exception, leurs liens avec les stratégies développées par les instituts de banque dans l'orbite desquelles les plus considérables d'entre elles ont évolué n'a pas encore fait l'objet d'études approfondies. On sait pourtant que les Grandes banques suisses construisent, dès la fin du 19e siècle, de vastes conglomérats combinant banques de dépôt et d'affaires, banques hypothécaires, société financières et compagnies d'assurances, véritables groupes bancaires, dont la surface et la puissance dépasse considérablement celle de la seule maison-mère (Mazbouri 2005).

Le secteur des assurances, lui aussi fort pourvoyeur de littérature jubilaire, est encore plus mal fourni que le domaine bancaire. Certes, certains efforts récents ont été consentis, du côté de ces établissements, pour publier des monographies qui ne soient plus exclusivement auto-célébratives d'un passé mythographié (Lüönd 1998; Jung 2000b). Il n'est pas sûr pourtant que, sur le strict plan des informations chiffrées et qualitatives, ces nouvelles monographies apportent de réels progrès par rapport à l'esprit positiviste dans lequel la multitude des anciens ouvrages du genre a été rédigée. Ainsi, l'ouvrage de Lüönd sur la Zurich Assurances ne contient presque aucune statistique et attribue la moitié, environ, de ses 270 pages à des illustrations, à peine commentées d'ailleurs. Parmi les études qui n'émanent pas des assurances elles-mêmes, les titres de droit ou d'économie dominant, qui enrichissent peu la problématique depuis la publication de la synthèse de J. Halpérin (Halpérin 1946). Dans le domaine proprement historique,



on dispose cependant de quelques travaux de qualité (John 1990; Folloni 1999; Pearson 2001; Bach 2008; Inglin 2008), auxquels il convient d'ajouter l'ouvrage publié par la CIE sur les affaires des compagnies d'assurances suisses durant la période nazie (Karlen/Chocomeli et al. 2002). Ajoutons enfin que, en dépit des relations consubstantielles liant la banque et l'assurance, aucune histoire récente portant spécifiquement sur l'évolution de ces liens au cours des 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècle n'a été publiée: la thèse, déjà ancienne, de Rosenfeld (Rosenfeld 1938), n'ayant pas vocation historique, et les chapitres leur étant consacrés dans diverses monographies de banque ou d'assurance effleurant – tout au plus – le sujet.

### **Avancées, carences et perspectives de la recherche**

Pour rapide qu'il soit, le bref portrait historiographique qui vient d'être dressé suffirait à désigner les principales avancées et lacunes de la recherche dans notre domaine. Nous voudrions toutefois, en guise de conclusion, sans prétention à l'exhaustivité, mettre en valeur quelques-unes de ces avancées pour les rapporter aux lacunes qui demeurent et suggérer quelques pistes de recherches.

S'il est un thème sur lequel la recherche historique a progressé ces dernières années, c'est assurément celui du *rôle international de la place financière suisse*. Ainsi l'histoire des milieux financiers helvétiques avant et pendant la Deuxième Guerre mondiale, en particulier leur relations avec l'Allemagne nazie (mais aussi avec l'Italie fasciste, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France), sont aujourd'hui beaucoup mieux connus et compris. La question était d'importance et les travaux de la Commission Indépendante d'Experts (liste bibliographique complète dans CEI 2002), ainsi qu'une série d'autres publications (dont: Castelmur 1992; Balzli 1997; Eizenstat 1997; Sarasin/Wecker 1998; Cerutti 1999; Crettol/Halbeisen 1999; Schaufelbuehl 1999; Wilkins 1999; Kuder 2002; Müller/Paccaud/Schaufelbuehl 2003; Gerardi 2007) nous ont livré à cet égard un matériel précieux et des problématiques nouvelles. Mais le 19<sup>e</sup> siècle reste encore à explorer, tandis que trop peu d'études historiques ont été publiées sur les années précédant (Mazbouri 2005), couvrant ou suivant la Première Guerre mondiale (Feinstein/Watson 1995; Guex 2003; Sancey 2003; Bach 2008; Inglin 2008, Mazbouri 2008), et moins encore sur les années 1950–1970 (à signaler, toutefois, sur les rapports franco-suisses après la Seconde Guerre mondiale Schaufelbuehl 2009 et sur les relations avec l'Afrique du Sud Bott/Guex/Etemad 2005). Sachant combien ces périodes ont été décisives dans l'envol puis l'affirmation internationale de la place financière helvétique, ce déséquilibre nuit à une appréhension *globale, compréhensive et extensive*, des modalités structurelles de l'essor des institutions financières suisses. Même si un très sérieux effort de périodisation a

été fait dans ce domaine qui montre, contrairement à ce que laissent supposer certaines études trop rapides, que la place financière suisse compte au nombre des principaux centres financiers internationaux bien avant les années 1960.

Toujours est-il que l'examen des *liens internationaux de la finance helvétique dans leur évolution à long terme*, – en particulier l'analyse du rôle que l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis ont joué dans le développement des activités de la place financière suisse – reste à conduire. Il pourrait s'appuyer, faute d'un accès assuré aux archives privées, sur le patrimoine historiographique existant et sur des fonds d'archives publics, disponibles en Suisse et à l'étranger. La cartographie internationale des réseaux d'affaires développés par les milieux bancaires suisses mériterait également d'être mieux connue, notamment pour l'influence que ces réseaux ont pu exercer sur l'évolution des relations de concurrence à l'intérieur même du secteur financier helvétique (Mazbouri 1998 et 1999). Dans le même sens, compte tenu du fait que la défense de la place financière helvétique a constitué un axe central des relations extérieures de la Suisse et de sa politique étrangère depuis la Première Guerre mondiale (Castelmur 1992; Perrenoud 2003b; Mazbouri/Perrenoud 2008), il serait intéressant de se demander si la surface internationale de la place financière suisse n'a pas contribué, par moment, à déposséder l'Etat d'une partie de ses prérogatives en matière de politique étrangère.

La problématique des *rapports entre le monde de la finance, des milieux politiques et des autorités étatiques* (définies au sens large, y compris donc les responsables de la politique monétaire) constitue, à cet égard, un champ de recherches essentiel. Comme on l'a dit, des avancées significatives ont été réalisées depuis le début des années 1990, qui portent principalement sur la période de l'entre-deux-guerres et du second conflit mondial. Ainsi, on comprend mieux, après l'étude déjà ancienne de Bodmer (Bodmer 1948), l'un des aspects essentiels qui caractérisent les relations entre banques et Etat en Suisse, à savoir la faiblesse de l'interventionnisme étatique et, *a contrario*, l'importance de l'autorégulation dans le champ bancaire (Sancey 1995, 1996, 2003). La question, plus particulière, du rôle de l'Etat dans la surveillance des banques, qui avait fait l'objet d'une thèse il y a plus de 20 ans (Bänziger 1986), pourrait être reprise et articulée à la problématique des crises qui, depuis les travaux de Wetter sur les faillites bancaires des années 1910 (Wetter 1918) s'est enrichie de quelques titres incontournables (Ehram 1985; Halbeisen 1998; Baumann 2007) mais encore confinés aux années 1930.

D'autres thèmes liés à celui-ci demeurent, en revanche, presque inexplorés. En voici quelques-uns: quelle place le financement de l'Etat a-t-il pris dans le développement du secteur financier helvétique (Mariacher 1948)? Réciproquement, quelle influence le secteur financier a-t-il exercé sur l'évolution du système fiscal



helvétique (Guex 1994 et 1998)? Dans quelle mesure les clivages sociaux, politiques et culturels ont-ils joué un rôle dans la structuration interne de la finance helvétique et, comment celle-ci a-t-elle été influencée, sur le long terme, par la structure très cartellisée du secteur bancaire suisse – cartellisation qui avait fait l'objet, en son temps, d'études descriptives intéressantes (dont Moos 1922 et Lehman 1956)? Comment les rapports de force entre la principale organisation articulant les intérêts politiques du secteur financier suisse – l'Association Suisse des Banquiers – et les autres associations d'intérêts, – celles de la grande industrie, de la paysannerie et du mouvement ouvrier notamment – ont-ils évolué sur le long terme? Que savons-nous, enfin de l'histoire des employés de banque en Suisse? Depuis la célèbre grève par eux menée à la fin de la Première Guerre mondiale (grève très peu étudiée d'ailleurs), leur visibilité historique s'est pour ainsi dire évaporée: quel rôle leur association professionnelle a-t-elle joué dans l'intégration et la fidélisation de cette main d'œuvre aux objectifs de ses employeurs?

Qu'on nous permette, pour conclure, une remarque méthodologique d'ensemble, pour appeler à un désenclavement de l'histoire bancaire suisse. En dépit de ses avancées, celle-ci reste, aujourd'hui encore, par trop prisonnière d'une approche fonctionnaliste et finaliste, tendant à envisager le développement du secteur financier helvétique comme le produit d'un processus linéaire et isolé, conduisant par nécessité historique à la conformation que, d'étapes en étapes, on lui connaît aujourd'hui. Or celle-ci, comme tout produit historique, n'est en somme que la résultante d'une série de *possibles* actualisés. Faire l'histoire de ces possibles implique de rompre avec une vision finaliste de l'histoire et nous invite, en particulier, à déborder largement du seul champ financier pour repérer, dans telle configuration historique donnée, quels étaient les possibles en présence, par quels agents ceux-ci étaient portés, à quels conflits ils ont donné lieu et pourquoi, à partir de ce complexe, le mouvement de l'histoire a pris telle direction plutôt qu'une autre. Envisagée sous cet angle, la compréhension du long processus par lequel la place financière suisse a conquis une position spécifique dans la division internationale du travail entre centres financiers – à savoir celle de gestionnaire de la fortune *offshore* mondiale – demande qu'on aborde l'histoire de la place helvétique à la lumière de ses relations avec l'histoire économique, politique et culturelle de la Suisse, qu'elle marque autant qu'elle est marquée par elle, tout comme l'histoire de la Suisse elle-même, on nous pardonnera ce lieu commun, reste indissociable de celle du monde qui l'entoure.

#### Note

- <sup>1</sup> Cet article s'insère dans un projet de recherche mené à l'Université de Lausanne sur l'histoire de la place financière suisse au 20<sup>e</sup> siècle avec le soutien du Fonds national suisse de la recherche scientifique.

## Bibliographie

- Arlettaz Gérald (1977), «Les finances de l'Etat fédéral de 1848 à 1939. Structures financières, administratives et documentaires», *Etudes et Sources* 3, 9–136.
- Arlettaz Gérald (1982), «Crise et déflation. Le primat des intérêts financiers en Suisse au début des années 1930», *Relations internationales* 30, 159–175.
- Aschinger Franz (1959), *Zürich als Finanzzentrum*, Zürich.
- Babel Antony (1947), *La Caisse Hypothécaire et le développement économique du Canton de Genève*, Genève.
- Bach Raffael C. (2008), «Die Schweizerische Rückversicherungs-Gesellschaft. Ein Dienstleistungsunternehmen im Ersten Weltkrieg», in Rossfeld Roman, Straumann Tobias (Hg.), *Die vergangene Wirtschaftskrieg. Schweizer Unternehmen im Ersten Weltkrieg*, Zürich, 493–517.
- Bachmann Gottlieb (1930), «Die Schweiz als internationales Finanzzentrum», in *Die Schweiz. Ein nationales Jahrbuch 1931*, Neue Helvetische Gesellschaft (Hg.), Erlenbach, Zürich, 29–38.
- Bairoch Paul (1984), «L'économie suisse dans le contexte européen: 1913–1939», *Revue suisse d'histoire* 34, 468–497.
- Balzli Beat (1997), *Les administrateurs du Reich. La Suisse et la disparition des biens des victimes du nazisme*, Genève.
- Bänziger Hugo (1986), *Die Entwicklung der Bankenaufsicht in der Schweiz seit dem 19. Jahrhundert*, Bern, Stuttgart.
- Bauer Hans (1972), *Société de Banque Suisse 1872–1972*, Bâle.
- Bauer Hans (1976), *Die Basler Börse 1876–1976. Festschrift zum 100jährigen Bestehen der Basler Effektenbörse*, Basel.
- Bauer Hans, Blackman Warren J. (1998), *Swiss Banking. An Analytical History*, London.
- Baumann Jan (2007), *Bundesinterventionen in der Bankenkrise 1931–1937. Eine vergleichende Studie am Beispiel der Schweizerischen Volksbank und der Schweizerischen Diskontbank*, Diss. Zürich, Zürich.
- Baumann Jan, Halbeisen Patrick (2000), *Die Internationalisierung des Finanzplatzes Schweiz und ihre Folgen für die Währungspolitik: Konsens und Konflikte zwischen der Nationalbank und den Geschäftsbanken 1919–1939*, Zürich.
- Bergier Jean François (1984), *Histoire économique de la Suisse*, Lausanne.
- Bergier Jean-François et al. (1984), «La banque et la haute finance», in *Encyclopédie de Genève*, Société genevoise d'utilité publique (éd.), vol. 3: *La vie des affaires*, Genève.
- Blaum Kurt (1908), *Das Geldwesen der Schweiz seit 1798*, Strassburg.
- BNS (1957), *Banque nationale suisse 1907–1957*, Zurich.
- BNS (2007), *Banque nationale Suisse 1907–2007*, Zurich.
- Bodmer Daniel (1948), *L'intervention de la Confédération dans l'économie bancaire suisse*, Bâle.
- Bodmer Max E. (1934), *Zur Tätigkeit und Stellung der Privatbankiers in der Schweiz*, Zürich.
- Bodmer Walter (1960), *Die Entwicklung der schweizerischen Textilwirtschaft im Rahmen der übrigen Industrien und Wirtschaftszweige*, Zürich.
- Bordo Michael D., Helbling Thomas, James Harold (2006), *Swiss Exchange Rate Policy in the 1930s: Was the Delay in Devaluation Too High a Price to Pay for Conservatism?* NBER Working Paper W12491.
- Born Karl Erich (1977), *Geld und Banken im 19. und 20. Jahrhundert*, Stuttgart.
- Bott Sandra, Guex Sébastien, Etemad Bouda (2005), *Les relations économiques entre la Suisse et l'Afrique du Sud durant l'Apartheid (1945–1990)*, Lausanne.
- Bourgeois Daniel (1974), *Le Troisième Reich et la Suisse, 1933–1941*, Neuchâtel.
- Braillard Philippe, Betcher Oleg Guy et al. (1988), *Switzerland as a Financial Centre. Structures and Policies. A Comparison at the International Level*, Dordrecht, Boston, Lancaster.



- Burckhardt Carl Felix Wilhelm (1914), *Zur Geschichte der Privatbankiers in der Schweiz*, Zürich.
- Cassis Youssef (1991), «L'histoire des banques suisses au XIXe et XXe siècles», *Revue suisse d'histoire* 41, 512–520.
- Cassis Youssef (1993), «Introduction», in Cassis Youssef, Tanner Jakob (Hg.), *Banken und Kredit in der Schweiz (1850–1930) / Banques et crédit en Suisse (1850–1930)*, Zurich, 9–18.
- Cassis Youssef (1990), «Swiss international banking, 1890–1950», in Jones Geoffrey (ed.), *Banks as Multinationals*, London, New York, 160–172.
- Cassis Youssef (1995), «Commercial Banks in 20th-century Switzerland», in Cassis Youssef, Feldman Gerald D., Olsson Ulf (ed.), *The Evolution of Financial Institutions and Markets in Twentieth-century Europe*, Aldershot Hants, 64–77.
- Cassis Youssef (2005), *Les Capitales du Capital. Histoire des places financières internationales 1780–2005*, Genève.
- Castelmur Linus von (1992), *Schweizerisch-alliierte Finanzbeziehungen im Übergang vom Zweiten Weltkrieg zum Kalten Krieg*, Zürich.
- Cerutti Mauro (1999), «Le blocage des avoirs suisses aux Etats-Unis en 1941 et ses conséquences», in Guex Sébastien (éd.), *La Suisse et les Grandes puissances 1914–1945 / Switzerland and the Great Powers 1914–1945*, Genève, 185–235.
- Chaponnière Jean-François (1998), «Deux siècles de banque», in Chaponnière Meyer Corinne (éd.), *Nos deux cents premières années*, Genève, 79–146.
- Christensen Benedict Vibe (1986), *Switzerland's Role as an International Financial Center*, IMF Occasional Paper 45, Washington.
- Commission Indépendante d'Experts Suisse – Seconde Guerre Mondiale (2002), *La Suisse, le national-socialisme et la Seconde Guerre mondiale. Rapport final*, Zurich.
- Cornaro Paolo (1969), *Le banche ticinesi. Premesse – vicende – realtà*, tesi Friburgo (CH), Bellinzona.
- Costa Carlos-Jorge (2003), *Banques genevoises de 1845 à 1936: spécialisations et tendances*, mémoire de licence, Genève.
- Crettol Vincent, Halbeisen Patrick (1999), *Les motivations monétaires des opérations sur or de la Banque nationale suisse pendant la Seconde Guerre mondiale*, Zurich.
- Cuendet Georges-André, Lescaze Bernhard (1986), *Bourse de Genève*, Genève.
- Decurtins Daniela, Grossmann Susi (1993), «Die Bedeutung kommunikativer Vernetzung für die Gründung der Zürcher Kantonalbank 1870», in Cassis Youssef, Tanner Jakob (Hg.), *Banken und Kredit in der Schweiz (1850–1930) / Banques et crédit en Suisse (1850–1930)*, Zürich, 105–127.
- Durrer Marco (1984), *Die schweizerisch-amerikanischen Finanzbeziehungen im Zweiten Weltkrieg: von der Blockierung der schweizerischen Guthaben in den USA über die «Safehaven»-Politik zum Washingtoner Abkommen (1941–1946)*, Bern.
- Duttweiler Adolf (1983), *Die Schweizerische Nationalbank und das Deutschlandgeschäft der Grossbanken 1924 bis 1933*, Lizentiatsarbeit, Zürich.
- Ehram Paul (1985), «Die Bankenkrise der 30er Jahre in der Schweiz», in *50 Jahre eidgenössische Bankenaufsicht*, Zürich, 83–118.
- Eizenstat Stuart E. (1997), *Le rapport Eizenstat*, Lausanne.
- Eidgenössische Bank (1914), *Denkschrift der Eidgenössischen Bank (Aktiengesellschaft) 1863–1913*, Zürich.
- Emmenegger Urs (1992), *Das schweizerische Bankwesen im Wandel der Zeit. Unter besonderer Berücksichtigung der Finanzplätze Genf, Basel und Zürich*, Bern, Stuttgart, Wien.
- Esslinger Martin (1907), *Geschichte der Schweizerischen Kreditanstalt während der ersten 50 Jahre ihres Bestehens, verfasst und herausgegeben mit Ermächtigung des Verwaltungsrates*, Zürich.
- Farquet Christophe (2007), *Aux sources de la défense du secret bancaire suisse: les débats sur l'évasion fiscale et la double imposition à la Société des Nations (1922–1928)*, mémoire de licence, Lausanne.

- Farquet Christophe (2009), «Le secret bancaire en cause à la Société des Nations (1922–1925)», *traverse* 1, 102–115.
- Feldman Gerald, Fase Martin, Manfred Pohl (ed.) (1995), *How to Write the History of a Bank*, Cambridge.
- Feinstein Charles H., Watson Katherine (1995), «Private International Capital Flows», in Feinstein Charles H. (ed.), *Banking, Currency and Finance in Europe between the Wars*, Oxford, 93–130.
- Föllmi Anton (1982), *75e anniversaire, Banque nationale suisse: les années 1957 à 1982*, BNS (éd.), Zurich.
- Folloni Elena (1999), *Die «Zürich»-Versicherungs-Gesellschaft in der Zwischenkriegszeit 1918–1939*, Lizentiatsarbeit, Zürich.
- Froidevaux Yves (2000), «Banque publique régionale et industrie: les engagements industriels de la Banque cantonale neuchâteloise dans l'entre-deux-guerres», in Marguerat Philippe, Tissot Laurent, Froidevaux Yves (éd.), *Banques et entreprises industrielles en Europe de l'Ouest, XIXe–XXe siècles: aspects nationaux et régionaux. Actes du Colloque de l'institut d'histoire de l'Université de Neuchâtel (27–28 octobre 1997)*, Neuchâtel, 251–270.
- Georg Edouard (1920), *Le Comptoir d'Escompte de Genève 1855–1920*, Genève.
- Gerardi Dario (2007), *La Suisse et l'Italie 1923–1950. Commerce, finance et réseaux*, Neuchâtel.
- Goldsmith Raymond W. (1969), *Financial Structure and Development*, New Haven, London.
- Goldsmith Raymond W. (1981), «A Tentative Secular National Balance Sheet for Switzerland», *Schweizerische Zeitschrift für Volkswirtschaft und Statistik*, 175–187.
- Guex Sébastien (1993), *La politique monétaire et financière de la Confédération suisse 1900–1920*, Lausanne.
- Guex Sébastien (1994), «L'introduction du droit de timbre fédéral sur les coupons 1919–1921», in Guex Sébastien, Körner Martin, Tanner Jakob (Hg.), *Staatsfinanzierung und Sozialkonflikte (14.–20. Jh.) / Financement de l'Etat et conflits sociaux (14e–20e siècles)*, Zurich, 209–239.
- Guex Sébastien (1997), «Au carrefour de l'économie et de la politique: La genèse des banques cantonales en Suisse et leur développement jusqu'à la Première Guerre Mondiale», in Fontaine Laurence, Postel-Vinay Gilles et al. (éd.), *Des personnes aux institutions. Réseaux et culture du crédit du XVIe au XXIe siècle en Europe*, Actes du colloque international «Centenaire des Fucam», Mons, 14–16 novembre 1996, Louvain-la-Neuve, 332–347.
- Guex Sébastien (1998), *L'argent de l'Etat. Parcours des finances publiques au XXIe siècle*, Lausanne.
- Guex Sébastien (1999a), «Les origines du secret bancaire et son rôle dans la politique de la Confédération au sortir de la Seconde Guerre mondiale», *Genèses* 34, 4–27.
- Guex Sébastien (1999b), «Introduction. De la Suisse comme petit Etat faible: jalons pour sortir d'une image en trompe-l'œil», in Guex Sébastien (éd.), *La Suisse et les Grandes Puissances 1914–1945. Relations économiques avec les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et la France*, Genève, 7–29.
- Guex Sébastien (2000), «The Origins of the Swiss Banking Secrecy Law and Its Repercussions for Swiss Federal Policy», *Business History Review* 74, 237–266.
- Guex Sébastien (2003) «La Banque nationale suisse 1907–1939: modèles, références et spécificités», in *Politiques et pratiques des Banques d'émission en Europe (XVIIe–XXe siècle)*, O. Feiertag, M. Margairaz (éd.), Paris, 526–548.
- Guignard René (1923), *La Banque Cantonale Vaudoise: histoire, organisation, activité 1846–1921*, Lausanne.
- Halbeisen Patrick (1999), *Von der vorarchivischen Schriftgutverwaltung zur vorarchivischen Bewertung. Konzeptionelle Überlegungen zum Aufbau eines Bankarchivs am Beispiel der Schweizerischen Kreditanstalt. Ein Beitrag zur Bewertungsdiskussion in der Archivistik*, Bern, Stuttgart, Wien.



- Halbeisen Patrick (1998) «Bankenkrise und Bankengesetzgebung in den 30er Jahren», in Guex Sébastien et al. (éd.), *Krisen und Stabilisierung. Die Schweiz in der Zwischenkriegszeit*, Zürich, 61–79.
- Halpérin Jean (1946), *Les assurances en Suisse et dans le monde. Leur rôle dans l'évolution économique et sociale*, Neuchâtel.
- Hartmann Alfred (1947), *Der Konkurrenzkampf zwischen den schweizerischen Grossbanken und Kantonalbanken*, Diss. Zürich, Zürich.
- Hauser Benedikt (2001), *Netzwerke, Projekte und Geschäfte. Aspekte der schweizerisch-italienischen Finanzbeziehungen 1936–1943*, Zürich.
- Hess Mario Werner (1963), *Strukturwandlungen im schweizerischen Bankwesen von der Schaffung des Bankengesetzes (1935) bis 1958*, Diss. Bern, Winterthur.
- Hertner Peter (1986), «Financial Strategies and Adaptation to Foreign Markets. The German Electro-Technical Industry and its Multinational Activities: 1890s to 1939», in Teichova Alice, Lévy-Leboyer Maurice, Nussbaum Helga (ed.), *Multinational Enterprise in Historical Perspective*, Cambridge, Paris, 145–159.
- Hertner Peter (1987), «Les sociétés financières suisses et le développement de l'industrie électrique jusqu'à la Première Guerre Mondiale», in Cardot Fabienne (éd.), *1880–1980. Un siècle d'électricité dans le monde. Actes du Premier colloque international d'histoire de l'électricité, organisé par l'Association pour l'histoire de l'électricité en France*, Paris, 341–355.
- Hirsowicz Christine (1983), *Schweizerische Bankpolitik*, Bern, Stuttgart.
- Hug Peter (2002), «Steuerflucht und die Legende vom antinazistischen Ursprung des Bankgeheimnisses. Funktion und Risiko der moralischen Überhöhung des Finanzplatzes Schweiz», in Tanner Jakob, Weigel Sigrid (Hg.), *Gedächtnis, Geld und Gesetz. Vom Umgang mit der Vergangenheit des zweiten Weltkrieges*, Zürich, 269–321.
- Iklé Max (1970), *Die Schweiz als internationaler Bank- und Finanzplatz*, Zürich.
- Iklé Max (1972), *Switzerland: an International Banking and Finance Center*, Stroudsburg.
- Inglin Thomas (2008), «Die Zürich Versicherungs-Gesellschaft, 1907–1925», in Rossfeld Roman, Straumann Tobias (Hg.), *Der vergessene Wirtschaftskrieg. Schweizer Unternehmen im Ersten Weltkrieg*, Zürich, 465–492.
- Jeanneney Jean-Noël (1984), *L'argent caché. Milieux d'affaires et pouvoirs politiques dans la France du XXe siècle*, 2e édition, Paris.
- Jenne Willy (1915), *Die Spar- und Leihkasse der Schweiz*, Diss. Basel, Zürich.
- John Beat (1990), *Die schweizerische Versicherungswirtschaft 1850 bis 1913 unter besonderer Berücksichtigung der Wertschöpfung und der Nachfrage nach Lebensversicherung*, Lizentiatsarbeit, Zürich.
- Jöhr Adolf (1915), *Die schweizerischen Notenbanken 1826–1913*, Zürich.
- Jöhr Adolf (1940), *Die schweizerischen Grossbanken und Privatbankiers*, Zürich.
- Jöhr Walter Adolf (1956), *Schweizerische Kreditanstalt 1856–1956. Hundert Jahre im Dienste der schweizerischen Volkswirtschaft*, Zürich.
- Jost Hans Ulrich (1997), «Banques et culture politique. Histoire d'une inféodation», *Page 2*, 11, 22–27.
- Jung Joseph (2000a), *Von der Schweizerischen Kreditanstalt zur Credit Suisse Group. Eine Bankengeschichte*, Zürich.
- Jung Joseph (2000b), *Die Winterthur. Eine Versicherungsgeschichte*, Zürich.
- Jung Joseph (éd.) (2001), *Zwischen Bundeshaus und Paradeplatz. Die Banken der Credit Suisse Group im Zweiten Weltkrieg. Studien und Materialien*, Zürich.
- Karlen Stefan, Chocomeli Lucas et al. (2002), *Schweizerische Versicherungsgesellschaften im Machtbereich des «Dritten Reichs»*, Unabhängige Expertenkommission Schweiz – Zweiter Weltkrieg, Bd. 12, Zürich.
- Kellenberger Eduard (1939), *Kapitalexport und Zahlungsbilanz*, Bd. 1, Bern.

- Kellenberger Eduard (1942a), *Kapitalexport und Zahlungsbilanz*, Bd. 2: *Im Konjunkturzyklus der dreissiger Jahre*, Bern.
- Kellenberger Eduard (1942b), *Kapitalexport und Zahlungsbilanz*, Bd. 3: *Geschichte und Kritik der Ideen und Theorien über den Kapitalexport. Theorie des Kapitalexports*, Bern.
- Keller Pierre (1998), «La phase d'expansion», in Chaponnière Meyer Corinne (éd.), *Nos deux cents premières années*, Genève, 149–202.
- Kindelberger Charles P. (1978), *Economic Response. Comparative Studies in Trade, Finance, and Growth*, Cambridge, London.
- Körner Martin (1980), *Solidarités financières suisses au XVIe siècle. Contribution à l'histoire monétaire, bancaire et financière des cantons suisses et des Etats voisins*, Lausanne.
- Körner Martin (1991), «Banques publiques et banquiers privés dans la Suisse préindustrielle: administration, fonctionnement et rôle économique», in *Banchi pubblici, banchi privati e monti di pietà nell'Europa preindustriale. Amministrazione, tecniche operative e ruoli economici*, Società ligure di storia patria, Genova 1991.
- Körner Martin (1993), «Schweiz», in Pohl Hans (Hg.) *Europäische Bankengeschichte*, Frankfurt a. M., 279–285.
- Kuder Martin (2002), *Italia e Svizzera nella seconda guerra mondiale. Rapporti economici e antecedenti storici*, Roma.
- Kurz Hermann, Bachmann Gottlieb (1928), *Die schweizerischen Grossbanken. Ihre Geschäftstätigkeit und wirtschaftliche Bedeutung*, Zürich, Leipzig.
- Landmann Julius (1910), *The Swiss Banking System*, 2nd session US National Monetary Commission (61st congress, Senate doc. no. 401), Government Printing Office, Washington.
- Landmann Julius (1916a), *Projet d'une loi fédérale concernant l'exploitation et la surveillance des banques avec exposé des motifs à l'appui*, Département fédéral de l'Economie Publique, Berne.
- Landmann Julius (1916b), «Der schweizerische Kapitalexport», *Journal de Statistique et Revue économique suisse*, 389–415.
- Landmann Julius (1923), «Die Banken in der Schweiz», in Elster Ludwig, Weber Adolf, Wieser Friedrich (Hg.), *Handwörterbuch der Staatswissenschaften*, Jena, 239–262.
- Landmann Julius (1927), «L'économie nationale suisse», in *La Suisse économique et sociale*, Ouvrage publié par le Département fédéral de l'Economie publique, Einsiedeln, 1–384.
- Läpple Victor (1923), *Das schweizerische Emissionsgeschäft*, Diss. Basel, Innsbruck.
- Lauchenaer Eduard (1956), *Die wirtschaftliche Entwicklung des Kantons Aargau seit der Gründung der Aargauischen Bank, 1855–1955: Ein Rückblick der Aargauischen Kantonalbank*, Aarau.
- Lehmann Georg (1956), *Das Verbandswesen im schweizerischen Bankgewerbe*, Diss. Bern.
- Leoni Quirico (1975), *Banche, assicurazioni private e credito ipotecario: conseguenze economiche per il Ticino, 1957–1971*, Locarno.
- Leuenberger Paul Friedrich (1912), *Geschichte der Kantonalbank von Bern*, Diss. Zürich, Zürich.
- Liefmann Robert (1920), «Beteiligungs- und Finanzierungsgesellschaften in der Schweiz», *Journal de Statistique et Revue économique suisse*, 335–357.
- Liefmann Robert (1931), *Beteiligungs- und Finanzierungsgesellschaften. Eine Studie über den Effektenkapitalismus*, 5. neu bearbeitete Aufl., Jena.
- Linder Albert (1927), *Die schweizerischen Grossbanken*, Diss. Basel, Bern.
- Luciri Pierre (1976), *Le prix de la neutralité. La diplomatie secrète de la Suisse en 1914–1915 avec des documents d'archives inédits*, Genève.
- Lüönd Karl (1998), *Neugierig auf morgen. 125 Jahre Zürich. Geschichte und Vision eines Weltkonzerns*, Zürich.
- Lüscher-Burckhardt Rudolf (1914), *Die schweizerischen Börsen*, Zürich.
- Lussy Hanspeter, Bonhage Barbara et al., (2001), *Schweizerische Wertpapiergeschäfte mit dem «Dritten Reich». Handel, Raub und Restitution*, Unabhängige Expertenkommission Schweiz – Zweiter Weltkrieg, Bd. 15, Zürich.



- Maissen Thomas (2005), *Verweigerte Erinnerung: nachrichtenlose Vermögen und Schweizer Weltkriegsdebatte, 1989–2004*, Zürich.
- Mariacher Bruno (1948), *Die Banken als Geldgeber des Staates. Ein Beitrag zur Frage der Finanzierung ungedeckter Staatsausgaben durch Bankkredit, unter besonderer Berücksichtigung der Verhältnisse in der Schweiz*, Diss. Zürich, Zürich.
- Mazbouri Malik (1998), «Capital financier et politique extérieure à la fin de la Première Guerre mondiale: la création de la Centrale des Charbons (1917) et de la Société Financière Suisse (1918)», in Favez Jean-Claude, Jost Hans Ulrich, Python Francis (éd.), *Les Relations internationales et la Suisse*, Lausanne, 45–70.
- Mazbouri Malik (1999), «Place financière suisse et crédits aux belligérants durant la Première Guerre mondiale», in Guex Sébastien (éd.), *La Suisse et les Grandes puissances 1914–1945 / Switzerland and the Great Powers 1914–1945*, Genève, 59–90.
- Mazbouri Malik (2003), «Tout vient à point à qui sait attendre. De trois ouvrages récemment publiés sur la question des affaires menées par les Grandes Banques suisses durant l'entre-deux-guerres et le second conflit mondial», *traverse* 3, 160–175.
- Mazbouri Malik (2005), *L'émergence de la place financière suisse (1890–1913). Itinéraire d'un grand banquier*, Lausanne.
- Mazbouri Malik (2008), «Der Aufstieg des Finanzplatzes im Ersten Weltkrieg. Das Beispiel des Schweizerischen Bankvereins», in Rossfeld Roman, Straumann Tobias (Hg.), *Der vergessene Wirtschaftskrieg. Schweizer Unternehmen im Ersten Weltkrieg*, Zürich, 439–464.
- Mazbouri Malik, Perrenoud Marc (2008), «Banques suisses et guerres mondiales», in Groebner Valentin, Guex Sébastien, Tanner Jakob (Hg.), *Kriegswirtschaft und Wirtschaftskriege / Economie de guerre et guerre économique*, Zürich, 233–253.
- Meier Richard T., Sigrist Tobias (2006), *Der helvetische Big Bang – Die Geschichte der SWX Swiss Exchange*, Zürich.
- Meier Wilhelm (1931), *Die Emission ausländischer Anleihen in der Schweiz. Ein Beitrag zur schweizerischen Kapitalexporthpolitik*, Diss. Zürich, Zürich.
- Meyer Max (1975), *Die ausländischen Banken in der Schweiz*, Aarau.
- Moos Robert von (1922), *Die corporative Organisation des Bankgewerbes in der Schweiz (Bankverbände)*, Diss. Zürich, Zürich.
- Mottet Louis H. (1982), *Regards sur l'histoire des banques et des banquiers genevois*, Genève.
- Mottet Louis H. (éd.) (1986), *Les grandes heures des banquiers suisses. Vers une histoire de la banque helvétique du XV<sup>e</sup> siècle à nos jours*, Neuchâtel, Paris.
- Müller Philipp, Paccaud Isabelle, Schaufelbuehl Janick (2003), *Franc suisse, finance et commerce. Politique monétaire helvétique (1931–1936), les relations de la Suisse avec l'Angleterre (1940–1944) et la France (1944–1949)*, Lausanne.
- Müller Philipp (2003), «La bataille pour le franc: la Suisse entre déflation et dévaluation (1931–1936)», in Müller Philipp, Paccaud Isabelle, Schaufelbuehl Janick Marina, *Franc suisse, finance et commerce. Politique monétaire helvétique (1931–1936), les relations de la Suisse avec l'Angleterre (1940–1944) et la France (1944–1949)*, Lausanne, 7–145.
- Müller Philipp (2009), *La Suisse en crise 1929–1936*, Lausanne.
- Oertli Rudolf (1941), *Les Banques cantonales suisses*, Neuchâtel.
- Paquier Serge (1993), «Banques, sociétés financières, industrie électrique de 1895 à 1914», in Cassis Youssef, Tanner Jakob (Hg.), *Banken und Kredit in der Schweiz (1850–1930) / Banques et crédit en Suisse (1850–1930)*, Zurich, 241–266.
- Paquier Serge (1998), *Histoire de l'électricité en Suisse. La dynamique d'un petit pays européen 1875–1939*, 2 vol., Genève.
- Pearson Robin (2001), «The Birth Pain of a Global Reinsurer: Swiss Re of Zürich, 1864–79», *Financial History Review* 8, 27–47.

- Perrenoud Marc (1988), «Banques et diplomatie suisses à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Politique de neutralité et relations financières internationales», *Etudes et Sources* 13/14, 7–124.
- Perrenoud Marc (1993), «Crises horlogères et interventions étatiques: le cas de la Banque cantonale neuchâteloise pendant l'entre-deux-guerres», in Cassis Youssef, Tanner Jakob (Hg.), *Banken und Kredit in der Schweiz / Banques et crédit en Suisse (1850–1930)*, Zurich, 209–240.
- Perrenoud Marc, Lopez Rodrigo et al. (2002), *La place financière et les banques suisses à l'époque du national-socialisme. Les relations des grandes banques avec l'Allemagne (1931–1946)*, Zurich, Lausanne.
- Perrenoud Marc, Lopez Rodrigo (2002), *Aspects des relations financières franco-suisses (1936–1946)*, Zurich.
- Perrenoud Marc (2003a), «Secret des affaires et identité nationale: les archives bancaires sur la Suisse à l'époque du national-socialisme», *Revue suisse d'histoire* 53/3, 329–337.
- Perrenoud Marc (2003b), «Secret bancaire et politique étrangère de la Suisse (1932–1962)», *Relations Internationales* 113, 27–40.
- Perrenoud Marc (2008), *Banquiers et diplomates suisses dans un monde en guerres (1938–1946)*, thèse, Genève.
- Peyer Hans Conrad (1969), «Basel in der Zürcher Wirtschaftsgeschichte», *Basler Zeitschrift für Geschichte und Altertumskunde* 69, 223–237.
- Piguet Pierre (1994), *Bordier & Cie 150 ans 1844–1994. Souvenirs et perspectives*, Genève.
- Pottmeyer Bernd (1958), *Die schweizerischen Kantonalbanken*, Diss. Köln, Köln.
- Raff Herbert (1962), *Union de Banques Suisses 1862–1912–1962*, Zurich.
- Ritzmann Franz (1964), «Die Entwicklung des schweizerischen Geld- und Kreditsystems», in *Ein Jahrhundert schweizerischer Wirtschaftsentwicklung. Festschrift zum hundert-jährigen Bestehen der Schweizerischen Gesellschaft für Statistik und Volkswirtschaft 1864–1964*, hg. von der Schweizerischen Gesellschaft für Statistik und Volkswirtschaft, Bern, 235–272.
- Ritzmann Franz (1973), *Die Schweizer Banken. Geschichte, Theorie, Statistik*, Bern, Stuttgart.
- Rogge Peter G., Unold Peter (1997), *La dynamique du changement. La Société de Banque Suisse de 1872 à 1997: le cinquième quart de siècle*, Bâle.
- Rosenfeld Franz (1938), *Das Konkurrenzverhältnis zwischen Lebensversicherungsgesellschaft und Bank auf dem Kapitalmarkt. Eine bankpolitische Studie*, Diss. Zürich, Zürich.
- Ruoss Eveline (1992), *Die Geldpolitik der Schweizerischen Nationalbank 1907–1929. Grundlage, Ziele und Instrumente*, Diss. Zürich, s. 1.
- Sancey Yves (1995), *Le Gentlemen's Agreement de 1927. Lutte autour de la (non)-politisation de l'exportation du capital*, Lausanne.
- Sancey Yves (1996), «Les banques et l'État en Suisse. Eléments pour une genèse de la politique bancaire de la Confédération (1914–1927)», *Revue suisse d'histoire* 46, 81–104.
- Sancey Yves (2003), *Un capitalisme de Gentlemen. Emergence de l'autorégulation bancaire en Suisse et en Angleterre (1914–1940)*, thèse, Lausanne.
- Sarasin Philipp, Wecker Regina (Hg.) (1998), *Raubgold, Reduit, Flüchtlinge. Zur Geschichte der Schweiz im Zweiten Weltkrieg*, Zürich.
- Schaufelbuehl Janick Marina (1999), «Das Bankgeheimnis im Konflikt zwischen der Schweiz und Frankreich. Die Deblockierung der französischen Guthaben in der Schweiz», *traverse* 2, 211–229.
- Schaufelbuehl Janick Marina (2009), *La France et la Suisse ou la force du petit. Evasion fiscale, relations commerciales et financières (1940–1954)*, Paris.
- Schmid Werner (1975), *Geschichte des Schweizer Franken*, Bern.
- Schmidt Hans Rudolf, Meier Richard T. (1977), *Die Geschichte der Zürcher Börse*, hg. vom Effektenbörsenverein.
- Schneebeli Hermann (1932), *La Banque Nationale Suisse 1907–1932*, Zürich.



- Schneider Ernst (1951), *Die schweizerischen Grossbanken im zweiten Weltkrieg 1939–1945*, Diss. Zürich, Zürich.
- Segreto Luciano (1986), «Capitali, tecnologie e imprenditori svizzeri nell'industria elettrica italiana: il caso della Motor (1895–1923)», in Bezza Bruno (ed.), *Energia e sviluppo. L'industria elettrica italiana e la Società Edison*, Torino, 175–210.
- Segreto Luciano (1987), «Le nuove strategie della società finanziarie svizzere per l'industria elettrica (1919–1939)», *Studi Storici* 4, 861–907.
- Segreto Luciano (1992), «Du «Made in Germany» au «Made in Switzerland». Les sociétés financières suisses pour l'industrie électrique durant l'entre-deux-guerres», in Trédé Monique (éd.), *Electricité et électrification dans le monde*, Paris, 347–367.
- Speck Kurt (1974), *Strukturwandlungen und Entwicklungstendenzen im Auslandsgeschäft der Schweizerbanken*, Zürich.
- Seitz Jean (1931), *Histoire de la banque à Genève. Publié par le comptoir d'escompte de Genève à l'occasion du soixante-quinzième anniversaire de sa fondation*, Genève.
- Stampfli Arthur (1914), *Die schweizerischen Kantonalbanken*, hg. aus Anlass der schweizerischen Landesausstellung Bern 1914, Zürich.
- Stauffacher Werner (1929), *Der schweizerische Kapitaleexport unter besonderer Berücksichtigung der Kriegs und Nachkriegsperiode*, Glarus.
- Steigmeier Andreas (1995), *Power on. Elektrowatt 1895–1995*, Zürich.
- Stoble Albrecht (1974), «Die Gründung des Züricher Elektrotrusts. Eine Beitrag zum Unternehmergeschäft der deutschen Elektroindustrie 1895–1900», in Hassinger Erich, Müller J. Heinz, Ott Hugo (Hg.), *Geschichte, Wirtschaft, Gesellschaft*, Berlin, 303–332.
- Straumann Tobias (2006), «Der kleine Gigant: der Aufstieg Zürichs zu einem internationalen Finanzplatz», *Bankhistorisches Archiv* 45, 139–169.
- Tanner Jakob (2000), «Goldparität im Gotthardstaat: nationale Mythen und die Stabilität des Schweizer Frankens in den 1930er- und 40er- Jahren», *Studien und Quellen* 26, 45–81.
- Ungerer Martin (1979), *Finanzplatz Schweiz: seine Geschichte, Bedeutung und Zukunft*, Wien.
- Vogler Robert U. (2005), *Das Schweizer Bankgeheimnis: Entstehung, Bedeutung, Mythos*, Zürich.
- Weber-Schurter Jacob (1914), *Die schweizerischen Hypothekenbanken*, Zürich.
- Weisskopf Erich (1948), *Das schweizerische Münzwesen von seinen Anfängen bis zur Gegenwart*, Diss. Bern, Bern.
- Wetter Ernst (1914), *Die Lokal- und Mittelbanken der Schweiz*, Zürich.
- Wetter Ernst (1918), *Bankkrisen und Bankkatastrophen der letzten Jahre in der Schweiz*, Zürich.
- Wetter Ernst (1920), *Die Zürcher Kantonalbank, 1870–1920*, Zürich.
- Wilkins Mira (1999), «Swiss investments in the United States 1914–1945», in Guex Sébastien (éd.), *La Suisse et les Grandes puissances 1914–1945 / Switzerland and the Great Powers 1914–1945*, Genève, 91–139.
- Winiger Markus (2007), *Le secret bancaire avant 1914: législation fiscale fribourgeoise, comptes-joints, législations cantonales et fédérales sur les banques*, mémoire de licence, Lausanne.
- Zimmermann Rolf (1987), *Volksbank oder Aktienbank? Parlamentsdebatten, Referendum und zunehmende Verbandsmacht beim Streit um die Nationalbankgründung, 1891–1905*, Zürich.